

Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Corée concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
 Le Gouvernement wallon,
 Le Gouvernement flamand,
 Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
 Ainsi que
 Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
 d'une part,
 et
 Le Gouvernement de la République de Corée,
 d'autre part,
 (ci-après dénommés les « Parties contractantes »),

Désireux de créer des conditions favorables au développement des investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, sur la base des principes d'égalité et de bénéfice mutuel,

Reconnaissant que l'encouragement et la protection des investissements sur la base du présent accord auront pour effet de stimuler l'initiative commerciale individuelle et d'accroître la prospérité des deux Etats,

Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement, de définir ses politiques et priorités en matière de développement et ses propres normes de protection du travail, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence sa législation en matière d'environnement et de travail,

Considérant qu'aucune des Parties contractantes ne modifiera ou n'assouplira sa législation nationale en matière d'environnement ou de travail d'une manière qui porte atteinte aux droits universellement reconnus des travailleurs aux fins d'encourager les investissements ou l'entretien ou l'expansion des investissements qui seront réalisés sur son territoire,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}
 Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme « investissements » désigne tout élément d'actif quelconque détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, par tout investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, et notamment, mais non exclusivement :

(a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels qu'hypothèques, privilèges, baux ou gages,

(b) les actions, parts et obligations et toutes autres formes de participations, même minoritaires, dans le capital d'une société ou d'une entreprise commerciale ainsi que les droits ou intérêts qui en découlent,

(c) les créances et droits à toute prestations contractuelles ayant une valeur économique,

(d) les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, les brevets, les marques de commerce, les noms déposés, les dessins industriels, les procédés techniques, les secrets commerciaux, le savoir-faire et le fonds de commerce, et

(e) les concessions commerciales ayant une valeur économique accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements.

2. Le terme « revenus » désigne les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et tous types d'indemnités;

Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van de Republiek Korea inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen

De Regering van het Koninkrijk België,
 De Vlaamse Regering,
 De Waalse Regering,
 De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
 en
 De Regering van het Groothertogdom Luxemburg,
 enerzijds,
 en
 De Regering van de Republiek Korea,
 anderzijds,
 (hierna te noemen « de Overeenkomstsluitende Partijen »),

Verlangende voor omvangrijke investeringen door investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij gunstige voorwaarden te creëren, overeenkomstig de beginselen van gelijkheid en wederzijds voordeel,

Erkennende dat de bevordering en bescherming van investeringen op grond van deze Overeenkomst zal aanzetten tot meer individueel zakelijk initiatief en de welvaart in beide Staten zal vergroten,

In het besef dat elke Overeenkomstsluitende Partij het recht heeft haar eigen niveau van nationale milieubescherming te bepalen en de beleidslijnen en prioriteiten ter zake van milieuentwikkeling alsmede haar eigen arbeidsnormen vast te leggen en haar milieu- en arbeidswetgeving dienovereenkomstig aan te nemen of te wijzigen,

In het besef dat geen van de Overeenkomstsluitende Partijen haar nationale milieu- en arbeidswetgeving zal wijzigen of versoepelen op een wijze die afbreuk doet aan internationaal erkende arbeidsrechten teneinde het doen, onderhouden of uitbreiden van een investering op haar grondgebied aan te moedigen,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1
 Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent :

1. « investeringen » : alle soorten vermogensbestanddelen in het bezit van of onder al dan niet rechtstreeks toezicht van de investeerder van de ene Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij. Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden in het bijzonder, doch niet uitsluitend :

(a) roerende en onroerende goederen, alsmede andere eigendomsrechten zoals hypotheken, retentierechten, huurovereenkomsten of pandrechten,

(b) aandelen en effecten in, schuldbewijzen van en alle andere vormen van deelneming in een vennootschap of een zakelijke onderneming, met inbegrip van minderheidsparticipaties, en in verband daarmee verworven rechten en belangen,

(c) aanspraken op geld of op iedere prestatie uit hoofde van een overeenkomst die economische waarde heeft,

(d) intellectuele eigendomsrechten, met inbegrip van rechten met betrekking tot auteursrechten, octrooien, handelsmerken, handelsnamen, industriële ontwerpen, technische werkwijzen, handelsgeheimen, know how en goodwill, en

(e) rechtelijke of contractuele handelsconcessies die economische waarde hebben, waaronder die tot het opsporen, ontwikkelen, winnen of exploiteren van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen in de vorm waarin vermogensbestanddelen werden geïnvesteerd of geïnvesteed doen geen afbreuk aan de omschrijving ervan als « investering ».

2. « opbrengst » : de bedragen die een investering oplevert, en met name, doch niet uitsluitend, winst, rente, vermogensaanwas, dividenden, royalty's en allerlei vergoedingen;

3. Le terme « investisseurs » désigne toute personne physique ou morale de l'une des Parties contractantes qui investit sur le territoire de l'autre Partie contractante :

(a) Le terme « personne physique » désigne toute personne physique ayant la nationalité du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée, conformément à leurs lois respectives, et

(b) Le terme « personne morale » désigne toutes entités telles que les entreprises, institutions publiques, autorités, fondations, sociétés de personnes, firmes, établissements, organisations, sociétés de capitaux ou associations établis ou constitués conformément aux lois et règlements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, ou de la République de Corée.

4. Le terme « territoire » désigne respectivement le territoire du Royaume de Belgique, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ou le territoire de la République de Corée, ainsi que leurs zones maritimes, y compris les fonds marins et leur sous-sol, adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles l'Etat concerné exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles desdites zones; et

5. Le terme « monnaie librement convertible » désigne toute monnaie couramment employée pour régler des transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes internationaux.

Article 2

Promotion et protection des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec ses lois et règlements.

2. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières et constantes.

3. Aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 3

Traitement des investissements

1. Chaque Partie contractante accordera aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance et la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

3. Pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges accordés par l'une ou l'autre Partie Contractante aux investisseurs d'Etats tiers, en vertu de sa participation ou de son association actuelle ou future à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre échange ou à un accord international analogue.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition, notamment tout accord tendant à éviter la double imposition.

3. « investeerders », natuurlijke of rechtspersonen van de ene Overeenkomstsluitende Partij die investeren op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij :

(a) « natuurlijke personen » : natuurlijke personen die de nationaliteit hebben van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of de Republiek Korea, overeenkomstig hun onderscheiden wetgeving, en

(b) « rechtspersonen » : alle lichamen zoals vennootschappen, openbare instellingen, autoriteiten, stichtingen, partnerschappen, firma's, bedrijven, organisaties, ondernemingen of verenigingen die zijn opgericht in overeenstemming met de wet- en regelgeving van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg of van de Republiek Korea.

4. « grondgebied » : respectievelijk het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg dan wel het grondgebied van de Republiek Korea evenals de zeegebieden, met inbegrip van de zeebedding en de ondergrond daarvan grenzend aan de buitengrens van de territoriale zee, waarin de desbetreffende Staat, overeenkomstig het internationaal recht, soevereine rechten en rechtsmacht uitoefent met het oog op de opsporing en de winning van de natuurlijke rijkdommen in voornoemde gebieden; en

5. « vrij inwisselbare munt » : een munt die veelvuldig wordt gebruikt bij internationale transacties en die op grote schaal wordt verhandeld op de belangrijkste internationale wisselmarkten.

Artikel 2

Bevordering en bescherming van investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij bevordert investeringen van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij op haar grondgebied en creëert gunstige voorwaarden voor zodanige investeringen. Ze laat deze investeringen toe in overeenstemming met haar wet- en regelgeving.

2. Investerings van investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een eerlijke en rechtvaardige behandeling en gehele en voortdurende bescherming en zekerheid.

3. Een Overeenkomstsluitende Partij neemt geen ongeoorloofde of discriminatoire maatregelen die de werking, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de vervreemding van de investeringen op haar grondgebied door de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zouden kunnen belemmeren.

Artikel 3

Behandeling van investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent op haar grondgebied aan investeringen en aan de opbrengst van investeringen van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die deze Overeenkomstsluitende Partij verleent aan investeringen en aan de opbrengst van investeringen van haar eigen investeerders of aan investeringen en aan de opbrengst van investeringen van investeerders van een derde Staat, naar gelang van wat het gunstigst is voor de investeerders.

2. Wat de werking, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot en de verkoop of een andere vorm van vervreemding van de investeringen van de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij betreft, verleent elke Overeenkomstsluitende Partij op haar grondgebied aan voornoemde investeringen een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die de Overeenkomstsluitende Partij verleent aan eigen investeerders of aan investeerders van een derde Staat, naar gelang van wat het gunstigst is voor de investeerders.

3. Bedoelde behandeling houdt niet in, voorrechten die een Overeenkomstsluitende Partij toekent aan investeerders van derde Staten op grond van hun huidige of toekomstige lidmaatschap van of associatie met een douane- of economische unie, een gemeenschappelijke markt of een vrijhandelszone of soortgelijke internationale overeenkomst.

4. Het bepaalde in lid 1 en lid 2 van dit Artikel mag niet zodanig worden uitgelegd dat een Overeenkomstsluitende Partij verplicht is de investeringen van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij mede het voordeel te laten genieten van een behandeling, voorkeur of voorrecht voortvloeiend uit een internationale overeenkomst of regeling die volledig of hoofdzakelijk betrekking heeft op belastingen, met inbegrip van een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belastingheffing.

Article 4
Indemnisation des pertes

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national, révolte, insurrection, émeute ou toute autre situation analogue survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers. Les paiements en découlant seront librement transférables, sans retard injustifié.

Article 5
Expropriation

1. Les investissements des investisseurs de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à quelque autre mesure ayant un effet équivalent à une nationalisation ou à une expropriation (désignée ci-après sous le terme d'« expropriation ») sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est dans l'intérêt public et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et selon une procédure légale.

2. Le montant des indemnités correspondra à la juste valeur marchande des investissements expropriés immédiatement avant le moment où la décision d'expropriation a été prise ou l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable depuis la date de l'expropriation jusqu'à celle de leur paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Tant en ce qui concerne l'expropriation que l'indemnisation, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui que la Partie contractante concernée accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers.

3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes lésés en raison de l'expropriation seront autorisés à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de l'autre Partie contractante, de leur cas et de l'évaluation des investissements, conformément aux principes énoncés dans le présent article.

4. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à ses lois et règlements, dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie contractante détiennent des actions, des obligations ou d'autres formes de participations, les dispositions du présent Article seront d'application.

Article 6
Transferts

1. Chaque Partie contractante garantira aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de leurs investissements et de leurs revenus. Lesdits transferts comprendront notamment, mais non exclusivement :

(a) les bénéfices nets, accroissements de capital, dividendes, intérêts, royalties, indemnités et tous autres revenus courants des investissements,

(b) le produit de la vente ou de la liquidation totale ou partielle des investissements,

(c) les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ayant un rapport avec les investissements,

(d) les rémunérations des nationaux de l'autre Partie contractante autorisés à travailler dans le cadre des investissements sur son territoire,

(e) les sommes supplémentaires nécessaires à l'entretien ou à l'expansion des investissements existants,

(f) les sommes destinées à la gestion de l'investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante ou d'un Etat tiers, et

(g) les indemnités payées en exécution des Articles 4 et 5.

2. Tous les transferts en vertu du présent accord seront effectués en monnaie librement convertible, sans restriction ni retard injustifié, au taux de change du marché applicable à la date du transfert.

Artikel 4
Schadeloosstelling voor verliezen

Aan investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij wier investeringen verliezen lijden wegens oorlog of een ander gewapend conflict, revolutie, een nationale noodtoestand, opstand, oproer of ongeregeligheden op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, wordt door laatstgenoemde, wat de restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere regeling betreft, geen minder gunstige behandeling toegekend dan die welke die Overeenkomstsluitende Partij aan haar eigen investeerders of aan investeerders van een derde Staat toekent. De overeenkomstige betalingen kunnen zonder onnodige vertraging vrij worden overgemaakt.

Artikel 5
Onteigening

1. Investerings van investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij worden op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij niet genationaliseerd of onteigend noch worden ze anderszins onderworpen aan maatregelen die gevolgen hebben die gelijk staan met nationalisatie of onteigening (hierna te noemen « onteigening »), tenzij deze maatregelen in het openbaar belang zijn en mits onmiddellijke uitkering van een passende en reële schadeloosstelling. De onteigening gebeurt op niet discriminatoire wijze en met inachtneming van een behoorlijke rechtsgang.

2. Het bedrag van de schadeloosstelling komt overeen met de billijke marktwaarde van de onteigende investering op het tijdstip onmiddellijk voorafgaand aan de onteigening of aan de openbaarmaking van de ophanden zijnde onteigening, naar gelang van welke situatie zich eerder voordoet. De schadeloosstelling levert tevens rente op tegen een commerciële rentevoet vanaf de datum van onteigening tot de datum van uitkering. Ze wordt zonder onnodige vertraging uitbetaald, moet te gelde kunnen worden gemaakt en kan vrij worden overgemaakt. Zowel wat de onteigening als de schadeloosstelling betreft, wordt een behandeling verleend die niet minder gunstig is dan de behandeling die wordt toegekend aan de eigen investeerders of aan investeerders van een derde Staat.

3. Investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij die het voorwerp zijn van een onteigening kunnen bij een gerechtelijke of andere onafhankelijke autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij een verzoek tot onmiddellijke behandeling van hun zaak en van de waardering van hun investeringen indienen, in overeenstemming met de in dit artikel genoemde beginselen.

4. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij de vermogensbestanddelen onteigent van een vennootschap die is opgericht overeenkomstig haar wet- en regelgeving en waarin investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aandelen, schuldbewijzen of andere vormen van deelneming hebben, is het bepaalde in dit artikel van toepassing.

Artikel 6
Overmakingen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij waarborgt aan investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij de vrije overmaking van hun investeringen en opbrengst. Deze overmakingen omvatten in het bijzonder, doch niet uitsluitend :

(a) nettowinsten, vermogensaanwas, dividenden, intrest, royalty's, vergoedingen en andere courante inkomsten uit investeringen,

(b) de opbrengst van de verkoop of van de gehele of gedeeltelijke liquidatie van investeringen,

(c) gelden die nodig zijn voor de terugbetaling van leningen die verband houden met investeringen,

(d) de inkomsten van onderdanen van de andere Overeenkomstsluitende Partij die uit hoofde van een investering toelating hebben om op haar grondgebied te werken,

(e) bijkomende gelden die nodig zijn om de investering te onderhouden of uit te breiden,

(f) bedragen die bestemd zijn voor het beheer van de investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij of van een derde Staat, en

(g) de in toepassing van de artikelen 4 en 5 uitgekeerde schadeloosstelling.

2. Alle overmakingen uit hoofde van deze Overeenkomst gebeuren in vrij inwisselbare munt, zonder beperking of vertraging, tegen de marktswisselkoers die op de datum van overmaking van toepassing is.

3. Nonobstant toute disposition contraire du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra, conformément à ses lois et règlements, adopter ou maintenir des mesures incompatibles avec ses obligations au titre du présent Article :

(a) en cas de graves difficultés, ou de menace de graves difficultés au niveau de la balance des paiements ou de la situation financière extérieure, ou

(b) lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux entraînent ou risquent d'entraîner de graves difficultés en matière de gestion macroéconomique, notamment sur le plan de la politique monétaire et des changes.

4. Les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus :

(a) seront conformes aux statuts du Fonds monétaire international,

(b) n'iront pas au-delà de ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances décrites au paragraphe 3 ci-dessus,

(c) seront temporaires et seront supprimées dès que la situation le permettra,

(d) seront notifiées sans délai à l'autre Partie contractante.

Article 7 Subrogation

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme désigné par celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'un cautionnement donné au titre d'investissements réalisés sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette autre Partie contractante reconnaîtra :

(a) la cession, par disposition légale ou au moyen d'un acte juridique dans l'Etat concerné, à la première Partie contractante ou à l'organisme désigné par celle-ci, de tous droits ou créances appartenant aux investisseurs, de même que,

(b) la première Partie Contractante ou l'organisme désigné par celle-ci a le droit, en vertu de la subrogation, d'exercer les droits et de faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs.

2. Les droits ou créances transférés ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux des investisseurs.

Article 8

Règlement des différends relatifs aux investissements entre une partie contractante et un investisseur de l'autre partie contractante

1. Tout différend survenant entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante en raison d'une violation présumée d'une obligation découlant du présent accord, y compris dans le cadre d'une mesure d'expropriation ou de nationalisation des investissements, fera l'objet d'une notification écrite de la part de la partie la plus diligente et sera, si possible, réglé à l'amiable entre les parties aux différends. La notification sera accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé.

2. Les voies de recours nationales prévues par les lois et règlements de l'une des Parties contractantes sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé seront ouvertes aux investisseurs de l'autre Partie contractante sur la base d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui serait accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou des investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés.

3. À défaut de règlement du différend dans les six (6) mois de la date à laquelle il a été soulevé par l'une des parties, et si l'investisseur renonce au droit d'utiliser l'une ou l'autre des voies de recours visées au paragraphe 2 du présent Article en ce qui concerne ce même différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'investisseur de la Partie contractante concernée :

(a) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI), créé par la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ou

(b) au Mécanisme supplémentaire du Centre, s'il ne peut être fait appel au CIRDI, ou

(c) au règlement d'arbitrage de la CNUDCI, ou

(d) à toute autre institution d'arbitrage ou à tout autre règlement d'arbitrage, moyennant l'accord des deux parties au différend.

3. Niettegenstaande andersluidende bepalingen in deze Overeenkomst, kan elke Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig haar wet- en regelgeving, maatregelen aannemen of handhaven die niet stroken met de in dit artikel vermelde verplichtingen, in geval van :

(a) ernstige problemen op het gebied van de betalingsbalans en de buitenlandse financiële positie of wanneer zodanige problemen dreigen te ontstaan,

(b) uitzonderlijke omstandigheden, wanneer het kapitaalverkeer ernstige problemen met zich meebrengt of dreigt met zich mee te brengen op het gebied van macro-economisch beheer, meer bepaald wat het monetair en wisselkoersbeleid betreft.

4. De in voornoemd lid 3 bedoelde maatregelen :

(a) zijn verenigbaar met de artikelen van de Overeenkomst betreffende het Internationaal Monetair Fonds,

(b) worden alleen genomen in de omstandigheden zoals beschreven in voornoemd lid 3,

(c) zijn tijdelijk en worden opgeheven zodra de omstandigheden het toelaten,

(d) worden onmiddellijk medegedeeld aan de andere Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 7 Subrogatie

1. Indien één der Overeenkomstsluitende Partijen of haar aangewezen instantie een schadevergoeding uitkeert voor investeringen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij :

(a) de overdracht bij wet of ingevolge een rechtshandeling in de desbetreffende Staat, aan de eerstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij of haar aangewezen instantie, van de rechten en schuldvorderingen van de investeerders, alsmede

(b) dat de eerstgenoemde Overeenkomstsluitende Partij of haar aangewezen instantie op grond van de subrogatie de rechten en vorderingen van voornoemde investeerder kan laten gelden.

2. De gesubrogeerde rechten of vorderingen kunnen niet hoger zijn dan de oorspronkelijke rechten of vorderingen van de investeerder.

Artikel 8

Regeling van investeringsgeschillen tussen een overeenkomstsluitende partij en een investeerder van de andere overeenkomstsluitende partij

1. Van een geschil tussen een Overeenkomstsluitende Partij en een investeerder van de andere Overeenkomstsluitende Partij in verband met een vermeende inbreuk op een verplichting die voortvloeit uit deze Overeenkomst, met inbegrip van onteigening of nationalisatie van investeringen, wordt schriftelijk kennis gegeven door de meest gereede Partij. Zodanig geschil wordt in de mate van het mogelijke via een minnelijke schikking geregeld door de Partijen bij het geschil. De kennisgeving gaat vergezeld van een naar behoren gedetailleerde nota.

2. De lokale rechtsmiddelen krachtens de wet- en regelgeving van een Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied de investering werd gedaan, staan open voor investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij op basis van een behandeling die niet minder gunstig is dan die welke door de eerstbedoelde Overeenkomstsluitende Partij wordt toegekend aan investeringen van haar eigen investeerders of aan investeerders van een derde Staat, naar gelang van wat het gunstigst is voor de investeerders.

3. Indien het geschil niet kan worden geregeld binnen zes (6) maanden na de datum van kennisgeving van het geschil door één van de Overeenkomstsluitende Partijen, en wanneer de investeerder met betrekking tot voornoemd geschil afziet van het recht gebruik te maken van de onder punt 2 hiervoor vernoemde rechtsmiddelen, wordt het geschil op verzoek van de investeerder van de Overeenkomstsluitende Partij voorgelegd aan :

(a) het Internationale Centrum voor Beslechting van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), dat is opgericht krachtens het Verdrag van Washington inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten van 18 maart 1965, of

(b) de Aanvullende Voorziening van het Centrum, wanneer het I.C.S.I.D. zelf verhinderd is, of

(c) het arbitragereglement van de Commissie van de Verenigde Naties voor Internationaal Handelsrecht (UNCITRAL) dan wel,

(d) een ander arbitrageorgaan of een ander arbitragereglement, voor zover beide Partijen bij het geschil daarmee instemmen.

4. Nonobstant le fait que l'investisseur aurait soumis le différend à l'arbitrage international conformément au paragraphe 3, il pourra intenter une procédure d'injonction provisoire ne comportant pas le paiement de dommages-intérêts, devant les tribunaux judiciaires ou administratifs de la Partie contractante partie au différend, en vue de la préservation de ses droits et de ses intérêts.

5. Chacune des Parties contractantes consent par la présente disposition à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans le présent accord. Ce consentement implique que les deux Parties renoncent à exiger l'épuisement de tous les recours administratifs ou judiciaires internes.

6. Les sentences rendues en matière d'arbitrage international en exécution du présent Article seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à exécuter les sentences en conformité avec ses lois et règlements applicables.

7. L'investisseur ne sera pas autorisé à soumettre un différend à l'arbitrage conformément au présent Article si plus de cinq années se sont écoulées à compter de la date à laquelle l'investisseur a pris connaissance, ou aurait dû prendre connaissance des faits qui sont à l'origine du différend.

Article 9

Règlement des différends entre les parties contractantes

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord seront réglés, si possible, par voie de consultations ou par la voie diplomatique.

2. À défaut d'un règlement dans les six (6) mois, le différend sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral ad hoc conformément aux dispositions du présent Article.

3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante: Dans les deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux (2) mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.

4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe 3 du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.

5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes.

6. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.

7. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes.

Article 10

Application d'autres règles

1. Lorsqu'une question est régie à la fois par le présent accord et par une convention internationale à laquelle les deux Parties contractantes sont parties, ou par des principes généraux du droit international, aucune disposition du présent accord n'aura pour effet d'empêcher l'une ou l'autre Partie contractante ou l'un de leurs investisseurs de tirer parti des règles qui leur sont les plus favorables.

2. Si le traitement accordé par l'une des Parties contractantes aux investisseurs de l'autre Partie contractante conformément à ses lois et règlements ou à d'autres dispositions ou contrats spécifiques est plus favorable que celui accordé en vertu du présent accord, le traitement le plus favorable sera accordé.

4. Hoewel het geschil aan internationale arbitrage werd voorgelegd overeenkomstig punt 3, kan de investeerder een voorlopige vordering tot beëindiging van de inbreuk maar niet tot vergoeding van de schade, instellen bij de rechterlijke of administratieve instanties van de Overeenkomstsluitende Partij die Partij is bij het geschil, met het oog op de vrijwaring van zijn rechten en belangen.

5. Elke Overeenkomstsluitende Partij geeft hierbij haar toestemming een geschil aan arbitrage te onderwerpen, overeenkomstig de in deze Overeenkomst vastgelegde werkwijzen. Deze toestemming houdt in dat beide Partijen afstand doen van het recht om de uitputting van alle nationale administratieve en rechtsmiddelen te verzoeken.

6. De uitspraak van de internationale arbitrage waarin dit artikel voorziet, is onherroepelijk en bindend voor de Partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe ze te erkennen en uit te voeren overeenkomstig haar desbetreffende wet- en regelgeving.

7. De investeerder kan het geschil niet voor beslechting in de zin van dit artikel voorleggen, wanneer sinds de datum waarop de investeerder kennis heeft genomen of kennis zou moeten hebben genomen van de gebeurtenissen die aanleiding gaven tot het geschil, meer dan vijf jaar verstreken zijn.

Artikel 9

Regeling van geschillen tussen de overeenkomstsluitende partijen

1. Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst worden zoveel mogelijk via overleg of langs diplomatieke weg beslecht.

2. Wanneer een geschil niet binnen zes (6) maanden kan worden beslecht, wordt het op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij voorgelegd aan een ad hoc scheidsgerecht, overeenkomstig het bepaalde in dit artikel.

3. Voornoemd scheidsgerecht wordt voor elk geval afzonderlijk op de volgende wijze samengesteld: binnen twee (2) maanden na ontvangst van het verzoek tot arbitrage, benoemt elke Overeenkomstsluitende Partij een lid van het scheidsgerecht. Beide scheidsmannen kiezen een onderdaan van een derde Staat die, mits de twee Overeenkomstsluitende Partijen hiermee instemmen, wordt benoemd tot voorzitter van het scheidsgerecht. De voorzitter wordt benoemd binnen twee (2) maanden na de datum waarop de twee andere leden werden benoemd.

4. Indien binnen de onder punt 3 van dit artikel vermelde termijnen, de noodzakelijke benoemingen niet werden verricht, kan elke Overeenkomstsluitende Partij de voorzitter van het Internationale Gerechtshof verzoeken de noodzakelijke benoemingen te verrichten. Indien de voorzitter onderdaan is van een van de Overeenkomstsluitende Partijen of anderszins verhinderd is genoemde functie uit te oefenen, wordt de Vice-Voorzitter van het Internationale Gerechtshof verzocht de benoemingen te verrichten. Wanneer de Vice-Voorzitter ook een onderdaan is van een van de Overeenkomstsluitende Partijen of verhinderd is genoemde functie uit te oefenen, wordt het lid van het Internationale Gerechtshof dat na hem het hoogst in anciënniteit is en dat geen onderdaan is van een van beide Overeenkomstsluitende Partijen, verzocht de benoemingen te verrichten.

5. Het scheidsgerecht doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. De uitspraak is bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

6. Het scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast.

7. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten van de door haar benoemde scheidsman en die van haar vertegenwoordiging in de arbitrageprocedure. De kosten van de voorzitter en de resterende kosten worden door beide Overeenkomstsluitende Partijen in gelijke delen gedragen. Het staat het scheidsgerecht evenwel vrij in zijn uitspraak te bepalen dat een van beide Overeenkomstsluitende Partijen een hoger aandeel in de kosten moet dragen.

Artikel 10

Toepassing van andere regels

1. Wanneer een materie wordt geregeld bij deze Overeenkomst en bij een internationale overeenkomst waarbij beide Overeenkomstsluitende Partijen partij zijn, dan wel bij internationale rechtsbeginselen, kan een Overeenkomstsluitende Partij of kunnen de investeerders van voornoemde Overeenkomstsluitende Partij gebruik maken van de bepalingen die voor hen het gunstigst zijn, onverminderd de bepalingen van deze Overeenkomst.

2. Wanneer de behandeling die door een Overeenkomstsluitende Partij overeenkomstig haar wet- en regelgeving of overeenkomstig specifieke bepalingen of overeenkomsten moet worden verleend aan investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij, gunstiger is dan de behandeling waarin deze Overeenkomst voorziet, wordt de gunstigste behandeling toegekend.

3. Chacune des Parties contractantes respectera toute autre obligation écrite qui serait entrée en vigueur à l'égard des investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 11
Application de l'accord

Le présent accord s'appliquera à tous les investissements, qu'ils aient été réalisés avant ou après son entrée en vigueur. Toutefois, le présent accord ne s'appliquera pas aux différends relatifs aux investissements qui font l'objet d'une procédure de règlement des différends aux termes de l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles. Ce dernier accord continuera de s'appliquer auxdits investissements dans la mesure où il s'agit d'un différend visé ci-dessus.

Article 12
Entrée en vigueur, durée et dénonciation

1. Le présent accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date à laquelle les Parties contractantes se seront notifiées par écrit que leurs procédures légales respectives nécessaires à cet effet ont été accomplies.

2. Le présent accord restera en vigueur pour une période de vingt (20) ans. À l'expiration de cette période, il restera en vigueur pour une durée indéterminée, à moins que l'une des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante, un an avant l'expiration de ladite période, son intention de dénoncer l'Accord.

3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent accord continueront d'être régis par les dispositions des articles 1 à 11 pendant une nouvelle période de vingt (20) ans à compter de la date d'expiration.

4. À l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Corée, signé le 20 décembre 1974 à Bruxelles, sera dénoncé et remplacé par le présent Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 2006, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, coréenne et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaut en cas de divergence d'interprétation.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2011 — 822

[2011/15034]

- 1) Convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des Tarifs douaniers, règlement d'exécution et procès-verbal de signature, signés à Bruxelles le 5 juillet 1890 (1)
2) Protocole de modification, signé à Bruxelles le 16 décembre 1949 (2). — Dénonciation par le Royaume du Maroc

Le 24 février 2011 a été déposée au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement de Belgique la dénonciation du Royaume du Maroc concernant les Actes internationaux précités.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention du 5 juillet 1890, cette dénonciation prendra effet à l'égard du Royaume du Maroc le 1^{er} avril 2017.

(1) Voir *Moniteur belge* du 14 février 1891.

(2) Voir *Moniteur belge* du 22 septembre 1950.

3. Elke Overeenkomstsluitende Partij dient schriftelijke verbintenissen die ten aanzien van investeringen op haar grondgebied van investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij van kracht geworden zijn, na te leven.

Artikel 11
Toepassing van de overeenkomst

Deze Overeenkomst is van toepassing op alle investeringen, ongeacht of ze vóór of na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst zijn gedaan. Ze is evenwel niet van toepassing op investeringsgeschillen die het voorwerp zijn van een geschillenbeslechtsprocedure op grond van de Overeenkomst inzake de bevordering en de wederzijdse bescherming van investeringen tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en de Republiek Korea, die op 20 december 1974 in Brussel werd ondertekend. Wat de voornoemde geschillen betreft blijft laatstgenoemde Overeenkomst van toepassing op deze investeringen.

Artikel 12
Inwerkingtreding, duur en beëindiging

1. Deze Overeenkomst treedt in werking dertig (30) dagen volgend op de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar schriftelijk ervan in kennis hebben gesteld dat aan hun respectieve nationale wettelijke vereisten voor de inwerkingtreding is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een tijdvak van twintig (20) jaar en ook voor onbepaalde tijd daarna, tenzij een van de Overeenkomstsluitende Partijen de andere Overeenkomstsluitende Partij één jaar op voorhand schriftelijk in kennis stelt van haar voornemen om de Overeenkomst te beëindigen.

3. Ten aanzien van investeringen gedaan vóór de datum van beëindiging van deze Overeenkomst, blijven de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 11 van kracht gedurende een tijdvak van nog eens twintig (20) jaar vanaf die datum van beëindiging.

4. Op het tijdstip van inwerkingtreding van deze Overeenkomst, wordt de Overeenkomst inzake de bevordering en de wederzijdse bescherming van investeringen tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en de Republiek Korea, die op 20 december 1974 in Brussel werd ondertekend, beëindigd en vervangen door deze Overeenkomst.

Ten blijk daarvan de ondertekenenden, naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 12 december 2006, in tweevoud in de Nederlandse, de Franse, de Koreaanse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in interpretatie is de Engelse tekst doorslaggevend.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2011 — 822

[2011/15034]

- 1) Overeenkomst betreffende de oprichting van een Internationale Unie voor de Bekendmaking der Toltarieven, het uitvoeringsreglement, zomede het proces-verbaal van ondertekening, ondertekend te Brussel op 5 juli 1890 (1)
2) Protocol tot wijziging, ondertekend te Brussel op 16 december 1949 (2). — Opzegging door het Koninkrijk Marokko

Op 24 februari 2011 werd bij de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de opzegging van het Koninkrijk Marokko betreffende voormelde internationale Akten neergelegd.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de Overeenkomst van 5 juli 1980, zal deze opzegging ten aanzien van het Koninkrijk Marokko in werking treden op 1 april 2017.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1891.

(2) Zie *Belgisch Staatsblad* van 22 september 1950.